



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

**Secrétariat général aux
affaires départementales**

ARRÊTÉ N° 52-2026-06-0055 DU - 8 JUIN 2026

**portant modification de l'arrêté préfectoral n° 650 du 11 janvier 2007
autorisant la société FOCAST à exploiter une fonderie de fonte
sur le territoire de la commune de SAINT-DIZIER**

**La Préfète de la Haute-Marne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le code de l'environnement, notamment les livres I^{er} et V des parties législative et réglementaire ;

VU le décret du 13 juillet 2023 nommant Mme Régine PAM, préfète de la Haute-Marne ;

VU le décret du 25 octobre 2023 nommant M. Guillaume THIRARD, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 52-2025-07-00060 du 12 juillet 2025 portant délégation de signature à M. Guillaume THIRARD, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne ;

VU l'arrêté préfectoral modifié n° 650 du 11 janvier 2007 autorisant la Société FOCAST à exploiter une fonderie de fonte sur le territoire de la commune de SAINT-DIZIER ;

VU les arrêtés préfectoraux complémentaires n° 428 du 10 janvier 2018 et n° 3268 du 28 décembre 2018 encadrant les installations de la société FOCAST ;

VU le rapport et les propositions du 27 février 2026 de l'inspection des installations classées faisant suite à la visite d'inspection du 28 janvier 2026 du site exploité par la société FOCAST à SAINT-DIZIER ;

VU l'absence de remarques de la société FOCAST sur le projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires lors de la procédure contradictoire ;

CONSIDÉRANT que la visite d'inspection a permis de constater que la société FOCAST n'exploitait aucune installation située sur les parcelles cadastrales AR 89 et AR 93 listées à l'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral n° 650 du 11 janvier 2007 susvisé ;

CONSIDÉRANT que ces parcelles accueillait des équipements exploités par la société YTO voisine et figurent par ailleurs dans le périmètre ICPE de cette installation défini par l'arrêté préfectoral n° 1071 du 20 février 2009 ;

CONSIDÉRANT que la société FOCAST a acquis la parcelle cadastrale AR 109 en vue principalement de réhabiliter le château d'eau qu'elle accueille pour ses besoins ;

CONSIDÉRANT que, en conséquence, il y a lieu d'actualiser la liste des parcelles cadastrales du site FOCAST ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1 : Désignation de l'exploitant

La société FOCAST (SIRET 494 260 896 00019), dont le siège social est situé Chemin du Closot 52100 SAINT-DIZIER, est tenue de respecter les prescriptions de l'article 2 pour ses installations implantées à la même adresse.

Article 2 : Périmètre de l'installation

Les prescriptions de l'article 1.2.2. de l'arrêté préfectoral n° 650 du 11 janvier 2007 susvisé sont supprimées et remplacées par les prescriptions suivantes :

« Les installations autorisées (périmètre ICPE) sont situées sur les parcelles cadastrales précisées dans le tableau suivant.

Commune	Section	Parcelle	Superficie de la parcelle (m²)	Superficie occupée par le site (m²)
SAINT-DIZIER	AR	82	3 637	3 637
		83	9 681	9 681
		85	722	722
		87	33 705	33 705
		88	1 709	1 709
		90	3 409	3 409
		91	1 026	1 026
		109	1 175	1 175

Le plan de situation de l'établissement est annexé au présent arrêté. »

Article 3 : Publicité

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de SAINT-DIZIER pour y être consultée par toute personne intéressée.

Il sera affiché en mairie de SAINT-DIZIER pendant une durée minimale d'un mois.

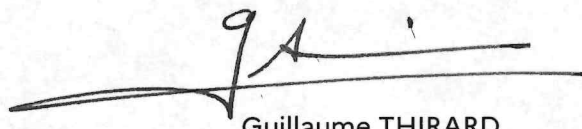
Il sera publié sur le site internet de la préfecture de la Haute-Marne pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne, le Sous-Préfet de SAINT-DIZIER, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société FOCAST et dont une copie sera adressée au maire de la commune de SAINT-DIZIER.

CHAUMONT, le - 8 JUIN 2026

Pour la Préfète et par délégation,
le Secrétaire général de la Préfecture

A handwritten signature in dark ink, consisting of a stylized 'G' followed by 'A' and a horizontal line extending to the right.

Guillaume THIRARD

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le cas échéant, le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » (www.telerecours.fr). Ce délai est prorogé si un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) est introduit dans le même délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification.

Annexe - Plan de situation du site FOCAST

